

FICHE N°1 CONTRIBUTION C.G.T
ETATS GENERAUX DE L'INDUSTRIE - GROUPE DE TRAVAIL
INDUSTRIES DES TIC

Pour la CGT, il ne peut y avoir de développement de l'industrie sans développement de l'emploi industriel en qualité et en quantité. Deux aspects qui malgré nos interventions n'ont pas été pris en compte. Pour preuve, alors que nous sommes en pleine réflexion et que les enjeux du niveau de R&D en France ont été soulevés, le patronat et le gouvernement valident sans état d'âme la fermeture du centre de recherche ST/Ericsson.

Le constat qui est fait n'aborde pas la question du concept « de l'entreprise sans usine », autrement dit sans emploi, ni la stratégie « du recentrage sur le cœur de métier » qui a profondément désorganisé les entreprises. En figeant les relations entre les différentes fonctions d'une entreprise sous un mode relationnel « client-fournisseur », les services ne collaborent plus entre eux, ils ne sont plus liés par l'intérêt d'une réussite commune, mais par des relations marchandes. L'un devant dégager de la marge et l'autre faire le plus d'économies. Le refus d'une prise en compte de nos critiques sur ces points, le refus de prise en compte des éléments contradictoires des réunions et des contributions, nous amènent à ne pas cautionner la partie constat du document.

NOUS VOUS DEMANDONS EXPRESSEMENT DE FAIRE FIGURER DANS VOTRE RAPPORT LE FAIT QUE LA CGT NE PARTAGE PAS LA PARTIE CONSTAT, PUISQUE AUCUNE DE SES DEMANDES N'A ETE PRISE EN COMPTE.

Pour nous, il ne peut y avoir d'industrie sans socle social fort. Alors que le monde industriel est profondément bouleversé, que les filières s'organisent en une chaîne d'approvisionnement interdépendante, aucune mise à jour sociale qui permette aux salariés et à leurs représentants d'être légitimement en position de contre pouvoir dans les entreprises n'a été entendue. Nous réitérons nos demandes de mise en place de comités interentreprises réunissant donneurs d'ordre et sous traitants. Nous réitérons notre demande d'élections de représentants des salariés dans les conseils d'administration dans les entreprises où cela n'existe pas. Nous demandons la mise en place d'un véritable espace de négociations à l'échelon du secteur qui traiteraient du développement de l'emploi et des activités industrielles du secteur Télécom, Informatique et des composants incluant les semi-conducteurs, les nanotechnologies.

Votre rapport n'est que la collection des revendications patronales, aucune remise en cause des logiques qui ont amenées la crise systémique dans laquelle nous nous enfonçons n'est mentionnée. La compétitivité, c'est-à-dire la maximalisation de la « création de valeur pour l'actionnaire » reste la ligne de conduite. Les marchés

financiers continuent à imposer leur taux de rentabilité nettement supérieur à l'augmentation de la productivité. La variable d'ajustement reste la dimension sociale qui est sacrifiée sur l'autel du profit.

Aucun effort n'est envisagé par les directions d'entreprises pour amener le niveau de R&D au niveau où les grands pays sont. C'est particulièrement dramatique en recherche fondamentale, quasiment délaissé pour une recherche appliquée ou innovation, devant produire des résultats opérationnels à court terme.

La question du financement, malgré les nombreuses propositions faites par la CGT, relève de la caricature. L'absence de mention de notre demande de contrôle des fonds publics attribués aux entreprises, l'absence de mention de notre demande de contreparties obligatoires en emplois lors de l'attribution de fonds publics, le refus de notre demande que les organisations syndicales soient partie prenante dans la « gouvernance » des pôles de compétitivité, l'absence de notre proposition que l'impôt sur les sociétés devienne progressif en fonction du taux de rentabilité afin de limiter les prélèvements injustifiés des actionnaires démontrent le peu d'écoute auquel nous avons eu droit lors des réunions.

Le rapport ne comporte qu'une seule perspective, à savoir un rôle de la puissance publique qui doit se limiter à créer un « environnement favorable à la compétitivité des entreprises, à l'exportation, à l'attractivité des territoires » en versant sans contre partie des subventions. La demande d'élargissement du crédit impôt recherche est particulièrement choquante. Qu'aucun ne considère en l'état la France comme un paradis fiscal pour la recherche appliquée et vous osez en redemander.

NOUS VOUS DEMANDONS EXPRESSEMENT DE FAIRE FIGURER DANS LE RAPPORT NOTRE DESACCORD SUR LE DOCUMENT, QUI BIEN QUE REPRENANT ICI OU LA UNE OU DEUX PISTES PROPOSEES PAR LES SYNDICATS NE REpond PAS A NOTRE ATTENTE, NE PERMETTRA PAS UNE RELANCE INDUSTRIELLE DIGNE D'UN PAYS COMME LA FRANCE, NE RESoudRA PAS LA QUESTION DE L'EMPLOI, PARTICULIEREMENT POUR NOTRE JEUNESSE.

LA CGT RESTERA IMPLIQUEE ET DISPONIBLE DES LORS QUE L'AVENIR DE L'INDUSTRIE, DE L'EMPLOI ET DU CONTENU SOCIAL SONT ABORDES, EN AYANT A L'ESPRIT QUE L'INTERET GENERAL NE PEUT ETRE GARANTI QUE PAR DES SERVICES PUBLICS, DONT LA RENOVATION ET LE DEVELOPPEMENT EST EGALEMENT A L'ORDRE DU JOUR.